

● (1212)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, il ne s'agit pas d'un oubli. Je n'ai jamais eu l'intention de faire une déclaration à l'appel des motions sur la politique du gouvernement en matière de désarmement et je n'admets pas qu'on dise que le premier ministre passe outre au Parlement en faisant une déclaration devant les Nations Unies. Je ne crois pas qu'on puisse logiquement prétendre qu'il passe outre au Parlement.

M. Clark: Je me demande si je . . .

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. J'ai donné la parole au chef de l'opposition à propos d'un rappel au Règlement concernant les déclarations de ministres. Je doute fort qu'une seule de nos règles permettent d'entamer un débat là-dessus.

M. CLARK—LE PRÉSUMÉ MÉPRIS DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement pour une autre question. Le vice-premier ministre (M. MacEachen) a signalé aujourd'hui que nous ne pourrions poser de questions sur tout sujet dont est saisie la Commission royale McDonald, ou qu'il n'y répondrait pas. Il a dit qu'aucune déclaration ne serait faite ici à propos des politiques que le premier ministre (M. Trudeau) préférerait exposer aux Nations Unies. Afin que la Chambre des communes sache exactement à quel point on cherche à la diminuer, le vice-premier ministre pourrait-il donner la liste de toutes les autres assemblées devant lesquelles les politiques et décisions du gouvernement seront annoncées puisque le gouvernement semble s'obstiner à considérer la Chambre des communes comme quantité négligeable, à oublier qu'il est tenu de lui faire part de sa politique et puisqu'il cherche constamment à s'adresser ailleurs qu'à la Chambre devant laquelle il est comptable pour faire l'exposé de ses politiques.

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): La déclaration du chef de l'opposition (M. Clark) est un tissu d'aberrations et d'inexactitudes. Selon lui, j'aurais refusé de répondre à des questions à ce sujet alors que j'ai passé une quarantaine de minutes à répondre aux questions que lui-même m'a adressées . . .

Une voix: Vous n'avez rien dit.

M. MacEachen: . . . ainsi que le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), le critique de la justice du parti conservateur et le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Le chef de l'opposition a le front de dire que j'ai refusé de répondre à ses questions. Le pays tout entier peut voir à la télévision l'absurdité de la déclaration du chef de l'opposition.

Dire que le premier ministre (M. Trudeau) fait fi du Parlement parce qu'il fait une déclaration aux Nations Unies

Questions au Feuilleton

sur le désarmement est complètement ridicule. Le président de la République française, le vice-président des États-Unis et, je crois, le premier ministre d'Allemagne de l'Ouest en feront tous autant et j'espère que ces pays n'ont pas de chefs d'opposition assez absurdes pour laisser entendre que leurs chefs de gouvernement méprisent les représentants élus du peuple parce qu'ils font un discours aux Nations Unies.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Il s'agit de républiques et non pas de régimes parlementaires.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA LOI SUR LES PENSIONS

MESURE MODIFICATIVE VISANT À ACCROÎTRE LES VERSEMENTS

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants) demande à présenter le bill C-58, tendant à modifier la loi sur les pensions et la loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes, soit au total à 114 questions: 560 à 673 inclusivement et 1424.

Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions soient réservées.

[Texte]

LES TRAVAUX PUBLICS

Questions n° 560 à 673—M. McKinley:

N° 560

1. Combien de pieds carrés le gouvernement loue-t-il dans l'édifice Aaron, situé au 1712, avenue Carling, à Ottawa?
2. Combien paie-t-on du pied carré?
3. Quels sont les ministères dont les bureaux sont situés dans cet immeuble?
4. Qui est le propriétaire de l'immeuble?
5. A quelle date le bail expire-t-il et sera-t-il renouvelé?
6. Combien de pieds carrés de l'édifice ne sont pas occupés?